

INTERVIEW

Vandana SHIVA, présidente de NAVDANYA

Dans le cadre de la préparation de notre campagne de plaidoyer pour les droits des Adivasis, SOLIDARITÉ est allé à la rencontre de son partenaire indien, NAVDANYA. Vandana Shiva, sa présidente, en compagnie de Sulakshana Fontana notre interlocutrice privilégiée pour la campagne, nous fait part de ce qui anime NAVDANYA dans son engagement contre l'accaparement des terres tribales. Un échange qui nous éclaire sur les raisons et les objectifs de cette lutte. Une analyse qui souligne la responsabilité des acteurs privés étrangers et invite la société civile française et européenne à se mobiliser. Un appel à « penser global pour agir local ».

SOLIDARITÉ : NAVDANYA est éminemment connue pour le mouvement d'agriculture biologique et de sauvegarde de semences traditionnelles qu'elle a insufflé en Inde ainsi qu'une lutte contre les OGM qu'elle mène de front depuis plusieurs années. En quoi une campagne contre l'accaparement des terres Adivasis fait-elle aujourd'hui sens pour vous ?

NAVDANYA est l'œuvre de la Fondation de Recherche pour la Science, la Technologie et l'Ecologie (RFSTE), créée en 1982 sous la forme d'un organisme de recherche participative et d'intérêt général. Dans le passé, la RFSTE a joué un rôle majeur dans la suspension d'activités minières dans la Vallée Doon. Elle a également soutenu les premiers mouvements Adivasis Narmada et Appiko ainsi que la revendication de droits fonciers à Singrauli (Inde Centrale). Plus récemment, NAVDANYA a donc pris la relève en plaçant la question de la souveraineté des terres autochtones au cœur de son identité qui est construite autour du concept de « Démocratie de la Terre ». Cette démocratie implique une souveraineté et une autonomie sur les ressources en eau, alimentaires, semencières et foncières que nous re-

vendiquons pour les populations rurales et notamment les communautés tribales.

SOLIDARITÉ : Quelles sont selon vous les causes de cet engouement massif pour les terres et les ressources tribales et pourquoi une telle violence structurelle contre les communautés autochtones d'Inde ?

La violence structurelle qu'exercent les Etats contre la population Adivasi est essentiellement due à l'avidité économique et financière qui est elle-même le fruit du phénomène de mondialisation. Toutes les ressources comme la bauxite, le fer ou le charbon sont devenues des matières hautement rentables et dont l'économie globale ne peut se passer pour assouvir un consumérisme et une spéculation sans limite. La libéralisation des marchés est à l'origine des violations des droits constitutionnels des communautés tribales et autochtones et qui ont pourtant été réaffirmés et renforcés par deux lois fédérales majeures, le *PESA Act* en 1996 et le *Forest Rights Act* en 2006. Pour NAVDANYA, il s'agit donc de plaider pour la défense de ces droits fondamentaux et constitutionnels lors d'événements publics comme le Tribunal Populaire Indépendant que nous avons organisé en avril 2010. Ce dernier nous a alors permis de réunir la société civile et d'éveiller les consciences afin de débattre d'enjeux cruciaux comme des déplacements forcés de population et des violations de droits humains dont la course au profit des acteurs économiques et financiers est en grande partie responsable.

SOLIDARITÉ : Comment concevez-vous la « campagne de désinvestissement » dans laquelle NAVDANYA s'est engagée ? Que recouvre-t-elle et qui sont les personnes visées par cet appel ?

Nos recherches et notre analyse nous ont amenés à la conclusion que c'est la finance globale

qui contrôle aujourd'hui indéniablement les cours spéculatifs des matières premières. C'est donc elle qui est responsable de l'accroissement des activités minières et industrielles dans les zones tribales. L'idée d'une campagne de désinvestissement repose donc d'abord sur l'information des citoyens concernant le rôle des investissements dans l'accaparement des ressources et des terres indiennes et qui menace la survie des communautés autochtones. C'est ensuite d'initier des mouvements de solidarité dans les pays dont ces multinationales sont originaires afin d'accroître la pression sur les investisseurs et de renforcer le retentissement d'une telle campagne.

SOLIDARITÉ : Quelle est la part de responsabilité des entreprises françaises et européennes, ainsi que des investisseurs privés et acteurs étrangers et comment vous adressez-vous à eux ?

Plusieurs multinationales d'origine européenne et françaises sont impliquées dans la violation des droits des Adivasis sur leurs terres. De plus, les entreprises du Sud sont très souvent et en réalité contrôlées par des actionnaires étrangers en provenance du Nord. Et ce sont ces acteurs de la finance qui sont à l'origine des investissements spéculatifs qui mènent à l'accaparement de ressources naturelles. Nous voulons donc que ces investisseurs et ces actionnaires arrêtent de financer des projets qui causent le déplacement forcé de populations vulnérables ainsi que la destruction de l'environnement et des moyens de subsistance de ces communautés dont on spolie les ressources.

SOLIDARITÉ: Dans ce contexte, que peut faire la société civile pour soutenir l'appel de NAVDANYA? Qu'attendez-vous des citoyens européens et des ONG basées dans les pays d'origine de ces multinationales?

Les citoyens et les ONG européens doivent élever leur voix contre cette injustice et éveiller les consciences au sein de la société civile et auprès des institutions parlementaires

nationales et européennes. Il est à notre sens primordial d'initier des mouvements locaux à travers le monde afin de mettre fin au « viol » de notre Terre. Il est essentiel aujourd'hui d'organiser une coalition de la société civile pour relayer la voix de ceux et celles qui luttent contre la violation des droits autochtones et contre les acquisitions foncières poursuivies au nom de l'industrialisation et du développement.

SOLIDARITÉ: La récente mobilisation très médiatisée contre l'entreprise anglaise Vedanta a permis de sauver Niyamgiri (Orissa), une montagne sacrée et vénérée par une tribu de Dongria Kondh et que l'entreprise convoitait pour sa richesse en bauxite . Que vous inspire cette victoire ?

La décision du gouvernement, qui s'est traduite par un refus à Vedanta de l'agrément nécessaire à son activité minière, a été précédée d'un dialogue public organisé par NAVDANYA et la RFSITE à Delhi. Cet événement a joué un rôle déterminant dans la sensibilisation et la mobilisation d'étudiants, d'universitaires, d'experts et de représentants politiques qui se sont tous joints au débat. Le cas de Niyamgiri fait pour nous figure d'exemple. Il nous enseigne que les mouvements populaires renforçant la solidarité entre les citoyens, auxquels peuvent se joindre la voix des élus et représentants locaux, mènent à de grandes victoires contre les puissantes multinationales et sont capables de renverser les décisions les plus anti-démocratiques. Mais tout comme nous le rappelle l'annonce récente du gouvernement d'Orissa de contester la décision du pouvoir central devant la Cour Suprême afin d'autoriser l'extraction de la bauxite coûte que coûte, l'avidité des acteurs économiques et financiers est sans limite et nulle victoire ne peut aujourd'hui être tenue pour définitive. Notre combat doit continuer. Et il continuera.

Cécile BES,
chargée de mission plaidoyer pour
SOLIDARITÉ